

**Unité Départementale
Meurthe et Moselle / Meuse**
Division de Nancy

Nancy, le 12 août 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/03/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAINT HUBERT

870 rue Denis Papin
BP 8
54710 LUDRES

Référence : AML/NW/1268_2022

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/03/2022 dans l'établissement SAINT HUBERT implanté 870 rue Denis Papin BP 8 54710 LUDRES. L'inspection a été annoncée le 02/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAINT HUBERT
- 870 rue Denis Papin BP 8 54710 LUDRES
- Code AIOT dans GUN : 0006200378
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED-MTD : oui

La société SAINT-HUBERT est une industrie agro-alimentaire spécialisée dans la production de margarines et également de desserts végétaux.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Situation administrative;
- Risques accidentel.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Lors de la visite, l'exploitant a procédé, en 2021, à une remise à niveau de sa station d'épuration permettant d'augmenter son efficacité. Ces efforts seront également poursuivis sur 2022. Des projets visant à réduire, récupérer l'énergie sont en cours d'études sur le site de LUDRES.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Situation administrative	AP Complémentaire du 18/05/2016, article 1	/	Sans objet
Modification des installations	Code de l'environnement du 22/03/2007, article R.181-46.II	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Situation administrative	AP Complémentaire du 18/05/2016, article 1	/	Sans objet
Installations frigorifiques	Arrêté Préfectoral du 28/06/2002, article 38b	/	Sans objet
Installations frigorifiques	Arrêté Préfectoral du 28/06/2002, article 38c	/	Sans objet
Installations frigorifiques	Arrêté Préfectoral du 28/06/2002, article 38g	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats réalisés ne montrent pas des non conformités pouvant entraîner des conséquences importantes ou graves pour l'environnement. Il est rappelé à l'exploitant que toute modification de ses installations doit être portée à la connaissance du préfet accompagnée de tous les éléments d'appréciation nécessaires, même si cette modification contribue à une amélioration du process.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Situation administrative

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/05/2016, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Rubrique 4130
Prescription contrôlée : Tableau des activités relevant de la nomenclature des installations classées
Constats : La société SAINT-HUBERT utilise de l'acide nitrique et dispose d'un stock de 4 tonnes de ce produit. Afin de vérifier le non classement de ce stockage, l'exploitant transmettra, sous un mois, la fiche de données de sécurité du produit.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Situation administrative

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/05/2016, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Rubrique 4735
Prescription contrôlée : Tableau des activités relevant de la nomenclature des installations classées
Constats : Une nouvelle installation de réfrigération à l'ammoniac de 20 kg est installée pour le bâtiment R&D. Le site relève toujours de la rubrique 4735 et reste soumis au régime de la déclaration. Toutefois, l'exploitant est tenu de porter à la connaissance du préfet, sous un mois, cette modification, notamment avec tous les éléments d'appréciation nécessaires. (Plan d'implantation, risques,...).
Observations : /
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Modification des installations

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 22/03/2007, article R.181-46.II
Thème(s) : Situation administrative, Modifications des installations
Prescription contrôlée : II. – Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45.
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a présenté à l'inspection, les modifications ayant été menées sur le site de Ludres. (Installation ammoniac, ligne avoine...) L'inspection a rappelé à l'exploitant que toute modification des installations doit être portée à la connaissance du préfet, avant réalisation, avec tous les éléments d'appréciation permettant de juger du caractère notable ou substantiel de la modification et ainsi de mettre en œuvre la procédure administrative adaptée. L'exploitant réalisera, sous 2 mois, un "porter à connaissance" des modifications apportées au préfet.
Observations : /
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Installations frigorifiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/06/2002, article 38b
Thème(s) : Risques accidentels, Formation du personnel
Prescription contrôlée : L'exploitation des installations frigorifiques doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux dangers de l'ammoniac et aux spécificités des installations le mettant en œuvre.
Constats : L'ensemble du personnel de maintenance intervenant sur les installations d'ammoniac a suivi une formation en 2021 dispensée par l'APAVE.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Installations frigorifiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/06/2002, article 38c
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes et procédures d'exploitation
Prescription contrôlée : De façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté, les consignes et procédures d'exploitation de l'ensemble des installations doivent comporter explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer, en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en route après un arrêt prolongé pour d'autres causes que les travaux de maintenance et d'entretien. Elles doivent être tenues à la disposition de l'inspecteur des installations classées.
Constats : Les consignes et les procédures de l'ensemble des installations ont été mises à jour. La dernière version sera transmise à l'inspection des installations classées.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Installations frigorifiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/06/2002, article 38g
Thème(s) : Risques accidentels, Registre
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un registre comprenant les relevés effectués, la description de toute intervention faite sur l'installation et toute observation utile. Ce registre est présenté à la demande de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant dispose d'un registre des contrôles et relevés effectués.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet